



United Nations Environment Programme



UNEP/BUR/45/3
3 octobre 1994

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Réunion du Bureau des Parties contractantes
à la Convention pour la protection de la mer
Méditerranée contre la pollution et aux
Protocoles y relatifs

Tunis, 2-3 novembre 1994

RECOMMANDATIONS SUR DES QUESTIONS SPECIFIQUES

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

- A. POSITION DES CONTRIBUTIONS AU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE POUR LA MEDITERRANEE (MTF)
- B. EXAMEN DES RESULTATS DE LA CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES SUR LE PROTOCOLE "OFFSHORE"
- C. PROJET DE PROTOCOLE RELATIF AUX DECHETS DANGEREUX EN MEDITERRANEE
- D. EXAMEN DES RESULTATS DE LA CONFERENCE DE TUNIS SUR UNE "ACTION 21 POUR LA MEDITERRANEE"
- E. STATUT DE LA YUGOSLAVIE CONCERNANT LA CONVENTION DE BARCELONE ET LE PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE
- F. MANDAT DU BUREAU
- G. PROGRAMME D'ACTION MEDITERRANEEN POUR LA PROTECTION DU MILIEU MARIN CONTRE LES ACTIVITES TERRESTRES
- H. SEMINAIRE TECHNIQUE D'EURO CHLOR SUR LA LIMITATION DES EMISSIONS DANS L'INDUSTRIE DU CHLORE

ANNEXES

- ANNEXE I LETTRE DU PRESIDENT DU BUREAU AU MINISTERE ITALIEN DES AFFAIRES ETRANGERES CONCERNANT LA CONTRIBUTION AU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE POUR LA MEDITERRANEE (MTF)
- ANNEXE II POSITION, AU 31 AOUT 1994, DES CONTRIBUTIONS AU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE POUR LA MEDITERRANEE (MTF)
- ANNEXE III LETTRE, EN DATE DU 15 JUIN 1994, DU SECRETARIAT DU PAM AU MINISTERE ITALIEN DES AFFAIRES ETRANGERES CONCERNANT LA DEUXIEME REUNION D'EXPERTS SUR LE PROTOCOLE DECHETS DANGEREUX
- ANNEXE IV LETTRE, EN DATE DU 22 JUILLET 1994, DU MINISTERE ITALIEN DES AFFAIRES ETRANGERES CONCERNANT LA DEUXIEME REUNION D'EXPERTS SUR LE PROTOCOLE DECHETS DANGEREUX
- ANNEXE V LETTRE, EN DATE DU 22 SEPTEMBRE 1994, DU SIEGE DU PNUE CONCERNANT LE STATUT DE LA YUGOSLAVIE
- ANNEXE VI RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE (47/1) ET DU CONSEIL DE SECURITE (821) DES NATIONS UNIES CONCERNANT LE STATUT DE LA YUGOSLAVIE
- ANNEXE VII MANDAT DU BUREAU

INTRODUCTION

Conformément à la décision du Bureau lors de sa réunion d'Ankara (2-3 février 1994), le présent document n'énonce que les recommandations du Secrétariat se rapportant à quelques questions inscrites à l'ordre du jour de la réunion. Il est rendu compte des progrès réalisés pour chacune de ces questions dans le document UNEP/BUR/45/2, "Rapport du Coordonnateur sur l'état d'avancement des activités"

A. POSITION DES CONTRIBUTIONS AU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE POUR LA MEDITERRANEE (MTF)

Contributions non versées pour 1993 et les années antérieures

1. Au 31 décembre 1993, les contributions non versées au Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF) se montaient à 4.282.392 \$ E-U. Au 31 août 1994, 1.260 630 \$ E-U avaient été versés au MTF pour des arriérés d'années antérieures.
2. S'agissant des contributions non versées par le gouvernement italien (représentant un montant de 1 133.721 \$ E-U pour le solde de la contribution 1992 et de 1.158.080 \$ E-U pour la contribution 1993), le Bureau et le Secrétariat ont noué des contacts avec les autorités italiennes sur cette question (annexe I). Malheureusement, les élections législatives et le changement de gouvernement ont à nouveau ajourné l'approbation par le parlement du versement desdites contributions. Cependant, le Secrétariat a été avisé oralement par le ministère italien des Affaires étrangères que le nouveau Sénat avait approuvé le projet de loi sur la contribution, lequel devait encore passer devant l'autre Chambre pour approbation.
3. Au 31 août 1994, les contributions non versées pour 1993 et les années antérieures se montaient à 3 021.754 \$ E-U (annexe II-a).

Contributions annoncées pour 1994

4. Au 31 août 1994, un montant total de 2 452.402 \$ E-U avait été reçu. Ce montant comprend les contributions des gouvernements de la France (1.534.937), de la Turquie (90 956), d'Israël (59.425), de Chypre (5.660), de l'Algérie (34.593), du Liban (2.830), de Malte (2.830), de Monaco (11.319), de l'Espagne (605.971) et de la CEE (101.063 - engagement de contribution)
5. Les contributions annoncées pour 1994 et qui n'ont pas encore été versées s'élèvent à un total de 2.151 230 \$ E-U mais, sur ce montant, la contribution italienne représente une somme de 1.268.132 \$ E-U. S'agissant de la contribution volontaire de l'Union européenne (568.984 dollars E-U), il est prévu que son versement interviendra en octobre 1994.

Situation (au 20 septembre 1994) des engagements 1994

6. Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF)
Comme il est indiqué à l'annexe II-b ci-jointe, un montant total de 3.246.600 \$ E-U a été alloué, sur le MTF, aux activités et frais de fonctionnement en 1994.
7. Allocation de la Réserve du PNUE
En raison du grave manque de fonds du MTF au début 1994, un montant de 998.000 \$ E-U a été, à titre exceptionnel, alloué par la Réserve du PNUE pour assurer en urgence les traitements et frais de fonctionnement du Plan d'action pour la Méditerranée. Toutefois, 287 000 \$ E-U de l'allocation de la Réserve ont été remboursés. Il reste donc

un montant de 711.000 \$ E-U alloué en 1994 pour couvrir une partie des traitements pour 1994 et qui devrait être remboursé d'ici la fin de l'année.

8. Contribution de contrepartie de la Grèce
Un montant équivalant à 400.000 \$ E-U a été reçu, représentant la contribution de pays hôte du gouvernement grec.
9. La position, au 20 septembre 1994, du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée fait ressortir un solde positif de 880.476 \$ E-U. Cependant, il convient encore de rembourser 711.000 \$ de l'allocation de la Réserve.

Recommandation

10. **Le Bureau est invité à redoubler sa pression sur les Parties contractantes qui n'ont pas encore viré leurs contributions, l'Italie notamment. Les fonds restreints recueillis lors de la période considérée ont principalement servi à couvrir les frais de fonctionnement de l'Unité de coordination, des Centres régionaux et de quelques actions prioritaires. Il y a là un grave sujet de préoccupation touchant la confiance et la crédibilité vis-à-vis des Parties contractantes ainsi que les aspirations et les attentes des populations de la région méditerranéenne. Cette situation est susceptible de menacer, à court terme, le futur du Secrétariat et l'avancement des actions.**

B. EXAMEN DES RESULTATS DE LA CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES SUR LE PROTOCOLE "OFFSHORE"

1. La Conférence de plénipotentiaires sur le Protocole "offshore" s'est tenue à Madrid (Espagne) les 13 et 14 octobre 1994. Elle avait été précédée, les 11 et 12 octobre 1994, à Madrid également, de la quatrième réunion d'experts. Le gouvernement espagnol a accueilli et entièrement financé les deux réunions.

Recommandation

2. **Le Bureau sera saisi des vues du Secrétariat sur la suite à donner à la Conférence.**

C. PROJET DE PROTOCOLE RELATIF AUX DECHETS DANGEREUX EN MEDITERRANEE

1. Conformément à la demande la dernière réunion du Bureau (Rabat, 8-9 juin 1994), la deuxième réunion d'experts sur l'établissement d'un projet de protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination s'est tenue à Rome (Italie), du 21 au 24 septembre 1994, sous les auspices du ministre italien des Affaires étrangères. Le gouvernement italien a financé en partie la réunion (annexes III et IV).
2. Les participants ont été en mesure de se mettre d'accord sur un texte clair exempt de parenthèses ou de libellés de rechange. Cependant, par position de principe, quelques Parties contractantes ont émis des réserves sur certaines questions. Le rapport de la réunion a été soumis au Bureau sous la cote UNEP(OCA)/MED WG 79/4.

Recommandation

3. Le Secrétariat estime que beaucoup de progrès ont été réalisés dans la mise au point définitive du projet de protocole relatif aux déchets dangereux. Toutefois, pour aider les Parties contractantes qui rencontrent certains problèmes à l'égard du protocole, le Secrétariat a proposé au Bureau que, avant la tenue de la Conférence de plénipotentiaires chargée d'adopter le projet de protocole, le Bureau pourrait ménager un délai au président du Bureau (Turquie), au président de la deuxième réunion d'experts sur les déchets dangereux (Tunisie) et au Secrétariat pour qu'ils usent de leurs bons offices en vue de mener des consultations informelles avec les Parties contractantes qui ont émis certaines réserves sur le projet de protocole et de dégager ainsi une formule qui pourrait être acceptable par toutes les parties.

D. EXAMEN DES RESULTATS DE LA CONFERENCE DE TUNIS SUR UNE "ACTION 21 POUR LA MEDITERRANEE"

1. La troisième réunion du Comité préparatoire de la conférence s'est tenue à Tunis du 30 septembre au 1er octobre 1994. La réunion a examiné tous les travaux préparatoires, notamment l'ordre du jour provisoire de la conférence et de la deuxième réunion préparatoire (Tunis, 29-30 octobre 1994). La réunion a également examiné tous les détails concernant l'organisation de la conférence.
2. La conférence ministérielle sur la préparation d'une "Action 21 pour la Méditerranée" se tiendra le 1er novembre 1994. Il est prévu que la conférence adoptera les documents ci-après:
 - Déclaration de Tunis;
 - Résolution sur l'Action Med 21; et
 - Résolution sur la proposition de création d'une Commission méditerranéenne pour le développement durable

Recommandation

3. Le Bureau devrait examiner les principaux résultats de la conférence en vue de proposer la suite à y donner, en particulier comment intégrer ces résultats dans le cadre du PAM.

E. STATUT DE LA YUGOSLAVIE CONCERNANT LA CONVENTION DE BARCELONE ET LE PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

1. Ces derniers mois, le gouvernement de l'ex-Yougoslavie (Serbie et Monténégro) a lancé une campagne sensible dans diverses capitales ainsi qu'auprès du PNUE pour que la Yougoslavie soit à nouveau invitée aux réunions tenues dans le cadre du PAM.
2. Lors de l'examen de la question des contributions non versées de l'ex-Yougoslavie au Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF), le Bureau a décidé à sa dernière réunion de renvoyer cette question à la prochaine réunion des Parties contractantes (Barcelone, juin 1995).
3. En ce qui concerne le statut de l'ex-Yougoslavie, la réunion du Bureau à Ankara (2-3 février 1994) a décidé qu'il convenait de respecter les résolutions émises par les Nations Unies sur ce sujet.

Recommandation

4. En consultation avec le Siège du PNUE (annexe V) et conformément aux résolutions des Nations Unies (annexe VI) et aux décisions du Bureau des Parties contractantes, le Bureau souhaitera peut-être se prononcer comme suit:
 - a. La nouvelle Yougoslavie doit d'abord être admise comme membre des Nations Unies;
 - b. après quoi, elle pourra déposer une demande d'adhésion à la Convention de Barcelone et aux Protocoles y relatifs.

F. MANDAT DU BUREAU

1. Lors de sa dernière réunion (Rabat, 8-9 juin 1994), le Bureau a examiné un projet de mandat du Bureau des Parties contractantes et a demandé à ses membres de soumettre au Secrétariat, avant le 15 juillet 1994, leurs observations et suggestions en vue d'une nouvelle révision du texte en question.
2. Le Secrétariat a reçu les réponses suivantes:

Turquie.	le texte a été jugé opportun.
Espagne	modifications au texte.
Liban.	observations de nature générale.
Tunisie.	suggestion de modifications.
France:	observations reçues pendant la réunion du Bureau.
Maroc:	suggestion de modifications.

Recommandation

3. Sur la base des observations reçues des membres du Bureau, le Secrétariat a établi une troisième version révisée du mandat du Bureau pour examen et approbation par le Bureau (annexe VII au présent rapport).

G. PROGRAMME D'ACTION MEDITERRANEEN POUR LA PROTECTION DU MILIEU MARIN CONTRE LES ACTIVITES TERRESTRES

1. Par sa décision 17/20 du 21 mai 1993, le Conseil d'administration du PNUE a autorisé le Directeur exécutif du PNUE à organiser un processus bien agencé et progressif, devant aboutir, à la fin 1995, à une réunion intergouvernementale d'une durée de deux semaines chargée d'adopter un programme d'action pour la protection du milieu marin contre les activités terrestres. Le processus préparatoire devait comporter:
 - une réunion préliminaire d'experts pour évaluer l'efficacité de certains accords régionaux,
 - une réunion d'une durée d'une semaine d'experts désignés par les gouvernements, consacrée aux Lignes directrices de Montréal (1985) pour la protection du milieu marin contre les sources de pollution telluriques, réunion qui serait accueillie par le gouvernement du Canada en juin 1994;
 - une réunion préparatoire finale, en mars 1995, des experts désignés par les gouvernements (accueillie par le gouvernement de l'Islande, à Reykjavik) chargée d'examiner et réviser le projet de programme d'action élaboré au

cours de la période intersessions; et

- une conférence intergouvernementale d'une durée de deux semaines chargée d'adopter un programme d'action (accueillie par le gouvernement des Etats-Unis, à Washington, D.C., en novembre 1995).
2. Les deux premières des réunions précitées sont successivement programmées de manière à fournir les éléments d'un projet de programme d'action dont la préparation doit être coordonnée par le PNUE et qui sera établi dans l'intervalle entre les sessions, avant la réunion préparatoire final en mars 1995 des experts désignés par les gouvernements.
- 3 Conformément à la décision 17/20 du Conseil d'administration, le Directeur exécutif du PNUE a convoqué:
- la réunion préliminaire d'experts chargée d'évaluer l'efficacité de l'Accord sur les mers régionales, à Nairobi, les 6-10 décembre 1993. Le rapport de la réunion est disponible sous la cote UNEP/LBS/WG.1/1/L.3; et
 - la réunion des experts désignés par les gouvernements consacrée aux Lignes directrices de Montréal (1985) pour la protection du milieu marin contre les sources de pollution telluriques, à Montréal les 6-10 juin 1994.
4. La décision 17/20 du Conseil d'administration du PNUE
- souligne que le processus préparatoire devrait prendre en compte l'expérience acquise dans le cadre d'accords régionaux et sous-régionaux; et
 - encourage les conventions et programmes régionaux de protection du milieu marin, notamment le Programme pour les mers régionales des Nations Unies, à concourir à des recommandations en vue d'une proposition de programme d'action avant la réunion préparatoire finale de mars 1995.
5. Le Secrétariat a été informé que le CAP/OZC fournira un montant de 10.000 \$ E-U pour aider la région méditerranéenne à préparer une note d'information/Programme d'action régional/programme d'action régional à intégrer dans le Programme d'action mondial qui sera examiné et révisé à Reykjavik (mars 1995) puis approuvé à Washington, D.C (novembre 1995).

Comme il ressort clairement des considérations qui précèdent, il serait souhaitable qu'une telle réunion se tienne à temps afin que ses résultats puissent servir aux réunions de mars et novembre 1995.

- 6 M. I. Peleg, Directeur général, Ministère de l'Environnement, Israël, a contacté le Secrétariat pour proposer que la réunion "Programme d'action méditerranéen pour la protection du milieu marin contre les activités terrestres" se tienne en Israël les 30 et 31 janvier 1995.

Israël est prêt à assumer les frais d'hébergement et les indemnités journalières pour un participant par pays et à fournir les locaux, équipements et appui de secrétariat pour cette réunion.

Recommandation

7. Compte tenu des considérations ci-dessus, le Secrétariat propose que le Bureau approuve qu'un montant, à concurrence de 20.000 \$ E-U, soit prélevé sur le Fonds d'affectation spéciale en vue de la réunion "Programme d'action méditerranéen pour la protection du milieu marin contre les activités terrestres", qui se tiendra en Israël les 30 et 31 janvier 1995.
8. Cette réunion sera une réunion PAM/PNUE pour laquelle le PAM adressera les invitations et sera chargé de l'élaboration des documents. L'accord de pays hôte sera signé entre le PAM et le ministère israélien de l'Environnement afin de régler tous les détails sur l'organisation de la réunion.

H. SEMINAIRE TECHNIQUE D'EURO CHLOR SUR LA LIMITATION DES EMISSIONS DANS L'INDUSTRIE DU CHLORE

1. Le 25 mai 1994, deux représentants d'EURO CHLOR, membre du CEFIC, à savoir M. Arseen Seys et M. Jacques Verdier, ont rendu visite à l'Unité de coordination pour y présenter aux experts du PAM une étude préparée pour leur compte et sous leur parrainage par des consultants de la société Can Tox (Canada). Cette étude, consacrée aux effets nocifs des organochlorés, est intitulée "Examen interprétatif des effets nocifs potentiels des produits chimiques organochlorés sur la santé humaine et sur l'environnement".
2. Au cours de la réunion, M. Seys a expliqué que les membres de leur société en Europe de l'Ouest avaient amassé une vaste expérience dans le domaine de la réduction de la pollution et qu'ils étaient désireux d'organiser un séminaire pour communiquer cette information aux industries méditerranéennes du chlore n'appartenant pas à l'Union européenne. Ils fixeraient le programme et assumeraient les frais de tous les conférenciers, si le PAM était prêt à organiser le séminaire dans un des pays du Maghreb. Ils pouvaient même envisager d'assumer les frais des participants. Il a été alors convenu qu'ils soumettraient une proposition officielle à l'Unité de coordination.
3. Le 5 octobre 1994, une proposition a été reçue à l'Unité pour l'organisation d'un séminaire technique de deux jours sur la limitation des émissions dans l'industrie du chlore. EURO CHLOR y précise que ce séminaire représentera leur contribution au PAM et à son objectif d'une amélioration continue de la maîtrise de l'environnement et de la qualité de la mer Méditerranée. Il propose que le programme comprenne les sujets suivants.
 - a. Utilisations et applications du chlore:
 - Les produits chlorés et leur présence en Méditerranée.
 - b. La production de chlore:
 - Réduction des émissions de l'électrolyse au mercure;
 - Automatisation industrielle et télémaintenance;
 - Transport.
 - c. Emissions à partir de sources ponctuelles et diffuses
 - Evaluation des risques,
 - Collecte et traitement des rejets de PCB;

- Incinération des PCB
- d. Solvants chlorés
 - Collecte et traitement des déchets;
 - Lignes directrices sur les solvants chlorés à l'intention des usagers.
- e. Chlorure de polyvinyle (CPV)
 - Traitement des déchets;
 - Recyclage.
- f. Chlore et pesticides
 - Traitement des eaux: eau de boisson et eaux industrielles.
- g. Le cas du blanchiment de la pâte à papier.
- h. Conclusions pour la mer Méditerranée.

Recommandation

4. Il est certain que de nombreuses industries du chlore des pays en développement de la région méditerranéenne pourraient tirer profit d'un tel séminaire, et il est donc recommandé que la proposition soit acceptée aux conditions suivantes:
 - a. Le séminaire ne sera pas organisé par le PAM mais par EURO CHLOR en coopération avec le PAM.
 - b. EURO CHLOR assumera tous les frais d'un tel séminaire, à savoir:
 - le recrutement et la rémunération des conférenciers;
 - les frais de voyage et indemnités de subsistance d'un participant par pays en développement;
 - les frais du service d'interprétation anglais/français;
 - les frais généraux de la réunion.
 - c. Le PAM prendra connaissance au préalable des textes et matériel de la conférence.
 - d. Le PAM contactera les pays et invitera des participants.
 - e. Le PAM aidera à l'organisation du séminaire auquel il sera représenté par un membre du personnel et un expert/consultant.

ANNEXE I

LETTRE DU PRESIDENT DU BUREAU AU MINISTERE ITALIEN
DES AFFAIRES ETRANGERES CONCERNANT LA CONTRIBUTION
AU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE POUR LA MEDITERRANEE (MTF)

**REPUBLIC OF TURKEY
MINISTRY OF ENVIRONMENT**

H.E. Antonio MARTINO
Minister of Foreign Affairs
Rome-ITALY

July 1994

Your Excellency,

As you will recall, the Mediterranean Action Plan (MAP) has been carried out for almost twenty years with the participation of nineteen Mediterranean countries and European Union under the umbrella of United Nations Environment Programme. This cooperation is of utmost importance for both the protection of our common sea and coastal areas, which is in a delicate situation and the achievement of sustainable development to which we committed ourselves at the Earth Summit.

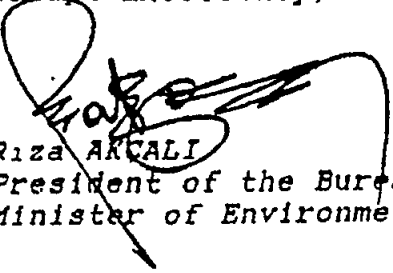
Being a Contracting Party to the Barcelona Convention, Italy has significantly contributed to the MAP both substantially and financially for the attainment of our common objectives.

We deeply appreciate the contributions of Italy for improving the situation of the Mediterranean Basin which is considered as an "Eco-Region" model by United Nations.

However, the Bureau of the Contracting Parties, that meets twice a year and takes decisions regarding the MAP, expressed at its last meeting its concern regarding the unpaid pledges of Italy to the Mediterranean Trust Fund for the years of 1992, 1993 and 1994. Italian contribution represents %31.37 of the MTF for 1994-1995 in accordance with the decisions of the last ordinary meeting of the Contracting Parties. According to the information given by the MAP Secretariat, total contribution of Italy amounts to US \$ 3.559.933 and as you will also agree, it causes an important deficit in the budget of the MAP. As the President of the Bureau, I have no doubt that Italy will make every effort to fulfil its commitments at the outset of the twentieth anniversary of our cooperation.

I will appreciate Your Excellency's earliest response and necessary action on this matter.

Accept Excellency, the assurances of my highest consideration,


Rıza AKCALI
President of the Bureau
Minister of Environment

Ministero degli Affari Esteri

Roma, 22 AGO 1994

Dear Minister,

with reference to your letter of July, 1994, I wish to confirm to you the great importance that the Italian Government attaches to the solution of the problems arising from the protection of the Mediterranean Basin. It represents a specific ecosystem to be preserved through an integrated approach in the general framework of a sustainable development.

The co-operation with both Northern and Southern Coastal Countries of the Mediterranean has been significantly implemented through the Mediterranean Action Plan's activity to which the Italian Government is willing to provide its full support.

The Italian Government is deeply concerned by the delay in the payment of the contributions pledged to the Mediterranean Trust Fund for 1992/93 and 1994/95 and has requested the recently elected Parliament - to which the relevant bill has been already forwarded - to adopt a fast-track procedure for prompt approval.

In view of the next important events scheduled by MAR, namely the Agenda med 21 and the Conference of the Contracting Parties to the Barcelona Convention, I wish to assure you that the Ministry for Foreign Affairs is doing its best to make sure that the Italian commitments will be fulfilled.

Please accept, Minister, the assurances of my highest consideration.



H.E.

Riza Akcali
Minister of Environment
Republic of Turkey



Ministero degli Affari Esteri

IL DIRETTORE GENERALE DEGLI AFFARI ECONOMICI

069/A 12463

Rome, 17 060. 199.

Dear Master Chabason,

allow me to congratulate you on your appointment as Coordinator of the Mediterranean Action Plan of the United Nations Environment Programme.

I take this opportunity to reiterate that the Italian Government is willing to maintain its factual support to the activity of the Unit, the relevance of which has been increasing as well as the awareness of a necessary urgent intervention in order to solve the problems arising from the protection of the Mediterranean Sea.

On this occasion, I would like to reaffirm the engagement of the Italian Government as to the payment of the outstanding contributions to the MAP for the biennia 1992/93 and 1994/95. The relevant bill has been already brought to the attention of the new Parliament, that has been requested to adopt a fast-track proceedings for prompt approval.

I will keep you informed on the matter. In the meantime, please accept, Mr. Chabason, the assurances of my highest consideration.

Roberto Nigido
(Roberto Nigido)

Roberto Nigido

Mr. Lucien Chabason
Coordinator of the Mediterranean Action Plan
U N E P
A T H E N S

Mr. Prof. Stoff

φ

ANNEXE II

POSITION, AU 31 AOUT 1994, DES CONTRIBUTIONS
AU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE POUR LA MEDITERRANEE (MTF)

REGIONAL TRUST FUND FOR THE PROTECTION OF THE
MEDITERRANEAN SEA AGAINST POLLUTION
Status of Contributions as at 31 August 1994
(in United States Dollars)

COUNTRIES	Unpaid pledges as at 31 Dec. 1993	Adjustments for prior years	Pledges for 1994	Collections during 1993 for 1993 and fut. years	Collections during 1994 for prior years	Collections in 1994 for 1994 & fut. years	Unpaid pledges for prior years	Unpaid pledges for 1994
Albania	2,695.00	0.00	2,830	0	0	0	2,695	2,830
Algeria	0.00	0.00	42,446	7,853	0	34,593	0	0
Bosnia Herzegovina	0.00	0.00	12,128	0	0	0	0	12,128
Croatia	0.00	0.00	39,212	0	0	0	0	39,212
Cyprus	0.00	0.00	5,660	0	0	5,660	0	0
Egypt	0.00	0.00	19,808	0	0	0	0	19,808
France	0.00	0.00	1,534,937	0	0	1,534,937	0	0
Greece	0.00	0.00	113,594	0	0	0	0	113,594
Israel	0.00	0.00	59,425	0	0	59,425	0	0
Italy	2,291,801.00	0.00	1,268,132	0	0	0	2,291,801	1,268,132
Lebanon	2,695.00	0.00	2,830	0	2,695	2,830	0	0
Libyan Arab Jamahiriya	257,283.00	0.00	79,637	0	0	0	257,283	79,637
Malta	0.00	0.00	2,830	0	0	2,830	0	0
Monaco	0.00	0.00	2,830	0	0	2,818	0	12
Morocco	0.00	0.00	11,319	0	0	11,319	0	0
Slovenia	0.00	0.00	27,085	0	0	0	0	27,085
Spain	577,115.00	0.00	605,971	0	577,115	605,971	0	0
Syrian Arab Republic	10,780.00	0.00	11,319	0	10,780	0	0	11,319
Tunisia	0.00	0.00	8,489	0	0	0	0	8,489
Turkey	0.00	0.00	90,956	0	0	90,956	0	0
Yugoslavia	469,975.40	0.00	0	0	0	0	469,975	0
European Economic Community pledge	96,250.00	0.00	101,063	0	96,250	101,063	0	0
T o t a l	3,708,594.40	0.00	4,042,501	7,853	686,840	2,452,402	3,021,754	1,582,246
EEC Voluntary Contribution	573,798.00	(8.00)	568,984	0	573,790	0	0	568,984
T o t a l	4,282,392.40	(8.00)	4,611,485	7,853	1,260,630	2,452,402	3,021,754	2,151,230

Total collections during 1994 as at 31 August 1994: USD 3,713,032.00.

TRUST FUND FOR THE PROTECTION OF THE MEDITERRANEAN SEA
AGAINST POLLUTION
STATUS AS AT
20/09/94
=====

- B -

	U.S. \$
<u>INCOME:</u>	
Balance available as at 01.01.1994	818,759
Contributions received in 1994/95	3,715,862
Interest accrued in 1994/95	14,513
A. TOTAL INCOME OF TRUST FUND AS AT 20/09/94	4,549,134
<u>COMMITMENTS:</u>	
1994/95 allocation issued by the Executive Director	3,510,458
<u>APPROVED COMMITMENTS:</u>	
Approved commitments for 1994/95	2,433,100
Approved provisions for programme support costs for 1994/95	316,303
B. TOTAL APPROVED 1994/95 COMMITMENTS/PROVISIONS	2,749,403
C. BALANCE AVAILABLE (A - B)	1,799,731
<u>PROPOSED COMMITMENTS:</u>	
Proposed commitments for 1994/95	813,500
Proposed provisions for programme support costs for 1994/95	105,755
D. TOTAL PROPOSED COMMITMENTS/PROVISIONS AS AT 20/09/94	919,255
E. TOTAL APPROVED/PROPOSED COMMITMENTS/ PROVISIONS (B + D)	3,668,658
F. SURPLUS/(DEFICIT) OF TRUST FUND (A - E)	880,476

A. APPROVED COMMITMENTS:

PROJECT NO. AND TITLE	1993	1994	1995	1994/95
1 NE/5101-89-02(2911)/Rev. 9 The Mediterranean Action Plan: 1990-1995	3,512,403	0	0	0
2 NE/5101-94-01 Coastal Area Management Programme for the Island of Rhodes-Greece	0	10,000	0	10,000
3 NE/5101-93-03 Rev. 3 Technical Support to Global Regional Prevention Control and Abatement of Marine Pollution (IARPA)	0	337,100	0	337,100
4 NE/0401/94-03 Rev.1 The Mediterranean Action Plan 1990-1995	0	917,000	0	917,000
5 NE/0401-94-09 Rev.1 Support RAC Priority Action Programme (PAP/RAC)	0	420,000	0	420,000
6 NE/0401-94-04 Rev.1 Support to Blue Plan RAC (BP/RAC)	0	327,500	0	327,500
7 NE/0401-94-08 Support to RAC for Specially Protected Areas	0	12,000	0	12,000
8 NE/0401-94-10 Mediterranean Pollution Emergency Centre (IEO)	0	16,000	0	16,000
9 NE/0401-94-07 Rev.1 Technical Support for the Implementation MEDPOL PH. II (UNESCO/IOC)	0	48,000	0	48,000
10 NE/0401-94-11 Rev.1 Monitoring Modelling and Assessment of Airborne Pollution (A Continuation of MEDPOL PH.II-WHO)	0	66,000	0	66,000
11 NE/0401-94-06 Rev.1 Technical Support for the Implementation of MEDPOL PH.II Programme (PAO)	0	210,500	0	210,500
12 NE/0401-94-05 Technical Support for the Implementation of the HEALTH-Related Aspects of MEDPOL PH.II (WHO)	0	69,000	0	69,000
TOTAL APPROVED COMMITMENTS	3,512,403	2,433,100	0	2,433,100

B. PROPOSED COMMITMENTS:

PROJECT NO. AND TITLE	1993	1994	1995	1994/95
1 NE/5101-93-03 Rev.4	0	0	0	0
2 NE/0401-94-03 Mediterranean Action Plan 1990-1995	0	0	0	0
3 NE/0401-94-09 Rev.2 Support RAC Priority Action Programme PAP/RAC	0	0	0	0
4 NE/0401-94-04 Support Blue Plan RAC(France) BP/RAC Rev.2	0	0	0	0
5 NE/0401/94-08 Rev.1 Support to RAC for Specially Protected Areas	0	249,000	0	249,000
6 NE/0401-94-10 Rev.1 Mediterranean Pollution Emergency Centre(IEO)	0	405,500	0	405,500
7 NE/0401-94-07 Rev.2 Implementation of the MEDPOL PH II UNESCO/IOC	0	0	0	0
8 NE/0401-94-11 Rev.2 Assessment of Airborne MEDPOLPH.II-WHO	0	0	0	0
9 NE/0401-94-06 Implementation of MEDPOL PH.II-PAO	0	0	0	0
10 NE/0401-94-05 MEDPOL PH.II-WHO Rev.1	0	159,000	0	159,000
TOTAL PROPOSED COMMITMENTS	0	813,500	0	813,500

ANNEXE III

LETTRE, EN DATE DU 15 JUIN 1994, DU SECRETARIAT DU PAM AU
MINISTERE ITALIEN DES AFFAIRES ETRANGERES CONCERNANT LA
DEUXIEME REUNION D'EXPERTS SUR LE PROTOCOLE DECHETS
DANGEREUX



UNEP

United Nations Environment Programme
Programme des Nations Unies pour l'environnement

TELEFAX

Coordinating Unit for the Mediterranean Action Plan
Unité de coordination du Plan d'Action pour la Méditerranée

Vas. Konstantinou 48 • P.O Box 18019, 11610 Athens, Greece • Tel: [30-1] 7253190-5 • Facsimile: [30-1] 7253196-7
Telex: 222554, 222611 MEDU GR • Cable: UNITERRA, ATHENS • Elec. Mail: UNET UNEP.MEDU USER ID: UNE058

A-To:	F. Marri-Caciotti Head, Environment Office Directorate General of Foreign Affairs Ministry of Foreign Affairs, Rome	Ref:	ID/al
Fax N°:	39 6 322 2851	Date:	15 June 1994
Par-Through:		Fax N°:	[30-1] 7253196-7
De-From:	L. Jetic Officer-in-charge		Page 1 of 7



Objet-Subject: Second Meeting of Mediterranean experts on the preparation of a draft protocol on hazardous wastes for the Mediterranean

Further to the decision of the Bureau (Ankara, 2-3 February 1994) (copy attached), my fax of 7 February 1994 (attached) and your reply of 11 April 1994 (attached), I would like to inform you that the Bureau of the Contracting Parties to the Convention for the Protection of the Mediterranean Sea against pollution has discussed this issue during its last meeting (Rabat, Morocco, 8-9 June 1994). In view of the importance of this subject, the Bureau took the following decision:

...the Secretariat take the necessary action to organize the meeting in Athens before the end of September 1994 through Mediterranean Trust Fund (MTF) funds. However, it was also decided that the Secretariat write immediately to the Italian Ministry of Foreign Affairs asking that the agreement concerning this meeting be signed by UNEP and the Italian Government rather than by UNEP and the NGO in question. Should a positive reply be given to this request within two weeks, action could be taken in order to convene the said meeting in Italy, otherwise the meeting should be held in Athens as mentioned above.

Therefore, I would appreciate receiving, as soon as possible but no later than 27 June, your decision on whether the Ministry of Foreign Affairs or the Ministry of Environment is ready to host this meeting in Italy at the end of September 1994 and accepts to sign the usual Memorandum of Understanding (MOU) with UNEP/MAP, which will specify the responsibilities of the two parties related to the meeting in question.

In order to be fully aware of the situation and taking into consideration the critical financial situation of MAP, we are expecting the host government (Ministry of Foreign Affairs or the Ministry of Environment of Italy) to partially cover the costs of this meeting, specifically:

IF YOU DO NOT RECEIVE ALL THE TRANSMITTED PAGES PLEASE CALL BACK IMMEDIATELY
SI VOUS NE RECEVEZ PAS TOUTES LES PAGES TRANSMISES VEUILLEZ NOUS APPELER IMMEDIATEMENT

- a. to make available an adequate Conference room for about 50 participants with simultaneous English/French interpretation facilities (booths);
- b. to cover full hotel accommodation (food and bed) for one expert from each Contracting Party (21), the Secretariat staff (4) and the revisors (2);
- c. to cover economy class plane tickets for Secretariat staff (4) and the revisors (2);
- d. to make arrangements for proper and efficient running of the meeting (secretarial and administrative support, IBM compatible computer with printer, photocopier with sorter, two offices for the Secretariat)

Once we agree on these procedural issues and after the MOU is signed, this office will send invitation letters as well as the documents of the meeting to all Contracting Parties and relevant IGOs and NGOs.

Thank you for your cooperation.

ANNEXE IV

LETTRE, EN DATE DU 22 JUILLET 1994, DU MINISTERE ITALIEN
DES AFFAIRES ETRANGERES CONCERNANT LA DEUXIEME REUNION
D'EXPERTS SUR LE PROTOCOLE DECHETS DANGEREUX



Ministero degli Affari Esteri

IL DIRETTORE GENERALE DEGLI AFFARI ECONOMICI

069 a/

11396

Rome, 22nd July 1994

Dear Mr. Jętko,

with reference to your letter dated 15th June 1994, I have the honour to confirm that the Italian Government is willing to host in Rome the Second Meeting of Mediterranean Experts on the preparation of a Draft Protocol on Hazardous Wastes for the Mediterranean from the 20th to the 25th of September next.

The Italian Ministry of Foreign Affairs will take care of the organization of the above meeting, the details of which will be given in due course. The financial support given by Italian Regional and Local Governments will meet all the expenses relevant to the organization of the event, that is for a Conference room including all the facilities for about 50 persons, hotel accommodation for 27 persons and airplane tickets for 6 persons.

Whilst waiting for your kind and prompt reply, please accept, Sir, my best regards.

*Yours sincerely
Robert Kipler*

Mr. Ljubomir JEFTIC
Officer-in-Charge
U N E P
Coordinating Unit for the
Mediterranean Action Plan
A t h e n s

ANNEXE V

LETTRE, EN DATE DU 22 SEPTEMBRE 1994, DU SIEGE DU PNUE
CONCERNANT LE STATUT DE LA YOUGOSLAVIE



H + Dharaat for UN
We must now
refer the case
to the Secretary

ENVIRONMENT PROGRAMME

3 POUR L'ENVIRONNEMENT

AND INSTITUTIONS
 CITY CENTER

C

MISSION



UNITER
 TEL (

FAX (254 2) 230198
 TX 22068 UNEP KE

TO: Mr. L. Chabason Coordinator UNEP/MAP		COORDINATING UNIT OF THE MEDITERRANEAN RECEIVED Date: 22 September 1994 23 SEP 1994	
Telefax No: + 30.1.7253196/7		ACTION <i>LC</i>	
From: Sun Lin Director, ELU/PAC		Drafter: MKB/BR	
Subject: THE PARTICIPATION OF YUGOSLAVIA IN MEETINGS CONVENED UNDER THE BARCELONA CONVENTION			

Thank you for your fax of 6 September 1994.

With regard to the issues raised therein, I would make the following points. We would indeed agree with your interpretation of the position of the Contracting Parties. As we understand the facts in the case, recent practice has been not to invite Yugoslavia to past meetings. The Bureau has decided "(...) that as regards the former Yugoslavia, the UN resolutions on this subject should be respected". The Parties to the Convention have made no objection to not inviting Yugoslavia to earlier meetings.

As you are aware, UNEP's Executive Director received correspondence dated 6 May 1994 regarding the issue from Ambassador Djokic, Yugoslavia's Charge d'Affaires to the United Nations in New York. At this time, the Executive Director is not responding to the Ambassador. You may wish to circulate the relevant information to the Bureau members. Unless the Bureau gives clarification prior to the next meeting, the status quo will be maintained.

I would also like to refer to the opinion of 14 July 1994 provided by Mr. Ralph Zacklin, Director, Office of Legal Affairs, New York. He points out that in a growing number of cases, meetings of State Parties to treaties to which Yugoslavia is a Party, have taken action to the effect of excluding the Yugoslav representatives from participating in that meeting.

I hope these comments help clarify this issue. In addition, I have recently returned from home leave and have not had the opportunity to congratulate you on your new post. We look forward to continue the good cooperation between ELU/PAC and MAP in the future.

THE PARTICIPATION OF YUGOSLAVIA IN MEETINGS CONVENED UNDER THE BARCELONA CONVENTION

Issue

The position of UNEP regarding inviting Yugoslavia for coming meetings convened under the framework of the Barcelona Convention and its Mediterranean Action Plan (MAP), and reply to letter of the Ambassador, Yugoslavia's Permanent Mission to the UN in New York regarding this issue.

Background

At 6 May 1994, Yugoslavia's Ambassador sent a letter addressed to you, in which he expresses, inter alia, the regrets of the Government of Yugoslavia that it has not been invited to the latest meetings of Contracting Parties to the Barcelona Convention. ELI/PAC asked the Office of Legal Affairs for guidance, especially concerning the interpretation of UN Resolutions on the subject, to ensure a harmonized UN-approach. Also frequent communication took place with the Coordinating Unit MAP.

The issue if the Parties have already taken a decision not to invite Yugoslavia for meetings in the framework of the Barcelona Convention and its Mediterranean Action Plan can be looked upon from different points of view. The Bureau of the Contracting Parties decided that UN resolutions on the subject of Yugoslavia should be respected. In line with the opinion of OLA, this decision needs clarification from the Bureau as to whether it means that Yugoslavia is excluded from participation in meetings under the Barcelona Convention. The UNEP Secretariat is not authorized to interpret itself.

Pro's and con's

It can be argued that, since there is no explicit decision by the (Bureau of the) Contracting Parties, Yugoslavia should be invited for coming meetings. Probably this would legally be more correct. However, the possible practical and political consequences such an invitation would arouse have to be considered seriously. The Parties did not object to the omission of not inviting Yugoslavia at earlier meetings. It is to be expected that if Yugoslavia will be invited, and if Yugoslavia will come to the meeting, the Parties at the meeting will decide to not allow it to participate.

Proposed strategy for UNEP

1. The Coordinating Unit MAP to consult, as soon as possible, with the Bureau of the Contracting Parties of the Barcelona Convention concerning the participation of Yugoslavia under the Convention, including clarification of decisions already made by the Parties. This urgency is necessary because the first upcoming meeting under the Barcelona Convention will be held before the forthcoming Bureau Meeting.
2. To hold the invitation of Yugoslavia for participation in the Meeting of Plenipotentiaries on the Offshore Protocol (Madrid, 11-14 October 1994), until the Bureau of the Contracting Parties of the Convention provides UNEP with the outcome of the consultations, and to act accordingly.
3. To hold the reply to the letter of Ambassador, Yugoslavia's Permanent Mission to the UN in New York of 6 May 1994, until the Bureau of the Contracting Parties of the Convention provides UNEP with the outcome of the consultations, and to reply correspondingly.



United Nations Environment Programme
Programme des Nations Unies pour l'environnement

TELEFAX

Coordinating Unit for the Mediterranean Action Plan
Unité de coordination du Plan d'Action pour la Méditerranée

Vas. Konstantinou 48 • P.O Box 18019, 11610 Athens, Greece • Tel: [30-1] 7253190-5 • Facsimile: [30-1] 7253196-7
Telex: 222564, 222611 MEDU GR • Cable: UNITERRA, ATHENS • Elec. Mail: UNET UNEP MEDU USER ID: UNE058

A-To: D. Kaniaru
Officer-in-charge
ELI/PAC, UNEP
Nairobi

Ref: LC/al

Fax N°: 254 2 230198

Date: 06.09.1994

Par-Through:

Fax N°: [30-1] 7253196-7

De-From: L. Chabason
Coordinator

Page 1 of 1

Objet-Subject: Participation of Yugoslavia in meetings convened under the Barcelona Convention

Dear Mr. Kaniaru,

Further to your fax of 2 September 1994, I agree with your draft issue paper which constitutes an excellent analysis.

Considering the proposed strategy, I understand that the Bureau should be consulted before the meeting on the Offshore Protocol (11-14 October 1994). As I cannot formally convene the Bureau, I suppose that you suggest a consultation, informal or written. Please would you be so kind as to specify the details on this point.

Before receiving your paper, I had several informal consultations regarding this matter, during my presentation and curtesy visits.

My interpretation of the position of the Contracting Parties has received the approval of Turkey and France (in the name of the European Union countries) in private conversations. Greece and Algeria are of the same opinion (recent private conversations). All these countries, members of the Bureau or not, are of the opinion that:

1. new Yugoslavia has to be accepted as a member of the United Nations;
2. after which, it may apply to the Barcelona Convention.

Thank you for your attention.

Best regards.

✓ 1444

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

[illegible]

28 April 1994

Sir,

On behalf of the Secretary-General, I have the honour to acknowledge receipt of your letter to him dated 20 April 1994 by which you informed the Secretary-General, in his capacity as depositary of international treaties and conventions, about the position of the Government of the Federal Republic of Yugoslavia "on the ever frequent practice of suspending the Federal Republic of Yugoslavia from the participation in meetings of the States Parties to international treaties and conventions".

It is noted in your letter that at a number of meetings of the States Parties to international treaties and conventions, which designate the Secretary-General as their depository, States Parties have adopted decisions on the suspension of the right of the Federal Republic of Yugoslavia to participate as a State Party in their work. You express the view that the aforementioned international instruments do not envisage the suspension of the right to participate in the meeting of the States Parties and, therefore, conclude that such decisions are in direct contravention of the provisions of relevant conventions. It is further asserted in the letter that the Secretary-General, in his capacity as depository, has failed to respond to these violations.

In response to this assertion, I should like to make the following observations:

(A) On 22 September 1992, the General Assembly, having received the recommendation of the Security Council of 19 September 1992 (resolution 777) that the Federal Republic of Yugoslavia should apply for membership in the United Nations and that it shall not participate in the work of the General Assembly, adopted

H.E. Mr. Dragomir Djokic
Permanent Representative of Yugoslavia
to the United Nations
New York

resolution 47/1 by which the Assembly considered that the Federal Republic of Yugoslavia cannot continue automatically the membership of the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia in the United Nations; and therefore decided that the Federal Republic of Yugoslavia should apply for membership in the United Nations and that it shall not participate in the work of the General Assembly.

(b) On 29 September 1992, my predecessor addressed separate letters to the Permanent Representatives of Bosnia and Herzegovina and Croatia to the United Nations setting out the considered view of the United Nations Secretariat regarding the practical consequences of the adoption by the General Assembly of resolution 47/1 (subsequently issued as a Note by the Secretary-General, document A/47/485). Those letters stated that "the resolution neither terminates nor suspends Yugoslavia's membership in the Organization....The resolution does not take away the right of Yugoslavia to participate in the work of organs other than Assembly bodies". Since the publication of that statement of the practical consequences of the adoption of resolution 47/1, that resolution has been recalled by the Security Council (resolution 821 (1993) and both recalled and reaffirmed by the General Assembly (resolutions 47/229 and 48/88, respectively), without any criticism of the interpretation given by the Secretariat.

(c) By paragraph 19 of its resolution 48/88 of 20 December 1993, the Assembly reaffirmed its resolution 47/1 of 22 September 1992, and urged Member States and the Secretariat in fulfilling the spirit of that resolution, "to end the de facto working status of Serbia and Montenegro". As indicated in the report of the Secretary-General submitted pursuant to paragraph 29 of that resolution, the considered view of the Secretariat noted in paragraph (d) above has not been affected by the adoption of paragraph 19 of the resolution 48/88. As stated in the report, "the Secretariat is not in a position to take action with regard to questions relating to the status of Member States in the absence of the appropriate decisions being taken by the competent organs of the Organization" (document A/48/847, para. 16).

(d) Similarly, while aware that various States reject or question the claim of the Federal Republic of Yugoslavia that it continues the international legal personality of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia, including participation in international treaties ratified or acceded to by Yugoslavia, the Secretary-General as depositary is not in a position to

reject or disregard that claim, which relates to the general international law question of succession of States, in the absence of any decision taken by a competent organ representative of the international community of States as a whole or by a competent treaty organ with regard to a particular treaty or convention. None of the General Assembly resolutions referred to above address this general international law question.

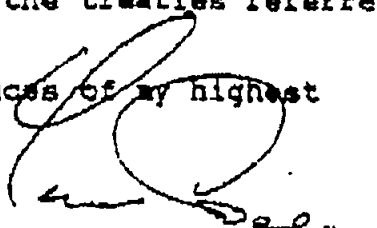
(e) In the absence of a decision of such an organ providing guidance on the matter, the Secretary-General maintains the status quo with regard to treaty actions and references in publications to Yugoslavia.

(f) The foregoing is, of course, without prejudice to the application of the law of treaties under general international law or of provisions of particular treaties affecting the participation of States as parties.

(g) In the letter you refer to the cases where meetings of the States Parties to particular international treaties have adopted decisions depriving the Federal Republic of Yugoslavia of the right to participate in their work. It is self-evident that contrary to what is implied in the letter, under the law of treaties the Secretary-General, as depositary to those treaties, does not have any authority, whatsoever, to respond to those decisions in a way which would question their validity. The issue as to whether such decisions have been taken in conformity with the relevant provisions of those treaties or of the international treaty law in general falls entirely within the competence of the States Parties to those treaties. If any dispute arises concerning the application or the interpretation of an international treaty it is to be resolved in accordance with the relevant provisions of that treaty, related to the settlement of disputes.

In the light of the above observations, I wish to convey to you that the Secretary-General cannot concur with the assertion that he has failed to fulfil his obligations as depositary to the treaties referred to in the letter.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.



Hans Corell

Under-Secretary-General for Legal Affairs
The Legal Counsel

ANNEXE VI

**RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE (47/1) ET DU CONSEIL DE SECURITE
(821) CONCERNANT LE STATUT DE LA YOUGOSLAVIE**

NBF 206-09

**UNITED
NATIONS****General Assembly**Distr.
GENERALA/RES/47/1
24 September 1992Forty-seventh session
Agenda item 8**RESOLUTION ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY**

(without reference to a Main Committee (A/47/L.1 and Add.1))

47/1. Recommendation of the Security Council of
19 September 1992The General Assembly,

Having received the recommendation of the Security Council of 19 September 1992 that the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) should apply for membership in the United Nations and that it shall not participate in the work of the General Assembly, 1/

1. Considers that the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) cannot continue automatically the membership of the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia in the United Nations; and therefore decides that the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) should apply for membership in the United Nations and that it shall not participate in the work of the General Assembly;

2. Takes note of the intention of the Security Council to consider the matter again before the end of the main part of the forty-seventh session of the General Assembly.

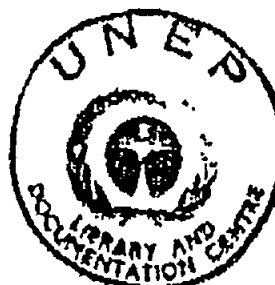
7th plenary meeting
22 September 1992

1/ A/47/456.

92-46011

UNITED
NATIONS

Security Council

Distr.
GENERALS/RES/821 (1993)
28 April 1993

RESOLUTION 821 (1993)

Adopted by the Security Council at its 3204th meeting,
on 28 April 1993

The Security Council,

Reaffirming its resolution 713 (1991) of 25 September 1991 and all subsequent relevant resolutions,

Considering that the State formerly known as the Socialist Federal Republic of Yugoslavia has ceased to exist,

Recalling resolution 757 (1992) of 30 May 1992 which notes that "the claim by the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) to continue automatically the membership of the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia in the United Nations has not been generally accepted",

Recalling also its resolution 777 (1992) of 19 September 1992, in which it recommended to the General Assembly that it decide that the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) should apply for membership in the United Nations and that it shall not participate in the work of the General Assembly,

Recalling further that the General Assembly by resolution 47/1 of 22 September 1992, having received the recommendation of the Security Council of 19 September 1992, considered that the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) could not continue automatically the membership of the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia in the United Nations; and therefore decided that the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) should apply for membership in the United Nations and that it shall not participate in the work of the General Assembly,

Recalling further that in its resolution 777 (1992) the Council decided to consider the matter again before the end of the main part of the forty-seventh session of the General Assembly, and that in December 1992 the members of the Council agreed to keep the subject-matter of resolution 777 (1992) under continuous review and to consider it again at a later date (8/24924).

S/RES/821 (1993)

Page 2

1. Reaffirms that the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) cannot continue automatically the membership of the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia in the United Nations; and therefore recommends to the General Assembly that, further to the decisions taken in resolution 47/1, it decide that the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) shall not participate in the work of the Economic and Social Council;

2. Decides to consider the matter again before the end of the forty-seventh session of the General Assembly.

ANNEXE VII

MANDAT DU BUREAU

ARTICLE I

Le Bureau des Parties contractantes se compose des représentants de six Parties contractantes élus par les réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et aux Protocoles y relatifs.

ARTICLE II

Les membres du Bureau, représentant leur pays respectifs, remplissent les fonctions de Président, de quatre vice-présidents et de rapporteur des réunions et conférences des Parties contractantes. Le Président, ou en son absence l'un des vice-présidents désignés par lui, fait office de président du Bureau. Le Coordonnateur siège d'office à titre consultatif auprès du Bureau. Chaque membre du Bureau peut être accompagné d'un ou de plusieurs conseillers.

ARTICLE III

Les Parties contractantes représentées au Bureau aux termes de l'article I restent en fonction jusqu'à l'élection du nouveau Bureau à la prochaine réunion ordinaire des Parties contractantes. A titre exceptionnel, ses membres ont le droit d'être réélus pour un nouveau mandat consécutif.

ARTICLE IV

Le Bureau tient des réunions ordinaires au moins deux fois par an, en principe, pendant deux jours, et si nécessaire pour qu'il s'acquitte efficacement de ses obligations, des réunions extraordinaires, sur préavis d'un mois, sur convocation de son président ou à la demande de l'un de ses membres. A moins qu'il n'en décide autrement, il tient ses réunions au siège de l'Unité de coordination.

ARTICLE V

Le Bureau invite toute(s) Partie(s) contractante(s) ou autre Etat qui le demande à participer en qualité d'observateur à ses délibérations sur toute question intéressant la ou lesdites Parties.

ARTICLE VI

L'Unité de coordination établit, en consultation avec le président du Bureau, le projet d'ordre du jour qui peut être complété ou modifié par les membres du Bureau qui, à cet effet, le font savoir suffisamment à l'avance.

ARTICLE VII

L'Unité de coordination prépare les documents nécessaires à la discussions des divers points de l'ordre du jour. Ces documents doivent être expédiés deux semaines avant la réunion et comporter au minimum les éléments suivants:

- projet d'ordre du jour;
- position des contributions, lettres réclamant le versement des contributions ou lettres de rappel, selon le cas;
- position des fonds engagés;
- rapports de l'Unité de coordination et des divers Centres d'activités régionales sur les activités réalisées;
- recommandations sur des questions spécifiques;
- relevé des principaux événements internationaux et nationaux qui contribuent à une meilleure connaissance des évolutions intervenant dans la région en matière d'environnement et de développement durable et qui sont susceptibles de fournir une base plus solide à la prise de décisions.

ARTICLE VIII

Le Bureau fournit au Secrétariat et aux structures institutionnelles concernées du PAM des indications budgétaires concernant le prochain exercice financier.

ARTICLE IX

Le Bureau examine le projet de programme de travail et les propositions de budget établis par le Secrétariat à la lumière des propositions des structures institutionnelles concernées du PAM pour le prochain exercice biennal. Le Directeur exécutif du PNUE transmet aux réunions des Parties contractantes les observations et recommandations du Bureau, en tenant compte de l'intérêt général et des priorités du Plan d'action pour la Méditerranée.

ARTICLE X

Le Bureau examine les progrès de la mise en oeuvre du Plan d'action, de la Convention de Barcelone et des Protocoles y relatifs, et il surveille l'exécution des décisions et orientations des réunions des Parties contractantes. Le Bureau supervise le travail du Secrétariat et des Centres d'activités régionales (CAR) dans la mise en oeuvre du programme et la gestion du budget adoptés par les réunions des Parties contractantes, dans le cadre des ressources disponibles et des priorités.

ARTICLE XI

Dans les intervalles compris entre les réunions des Parties contractantes, le Bureau peut examiner les relations avec les plans d'action régionaux similaires, les institutions financières internationales, et les programmes et organisations non gouvernementales compétents. En coopération avec le Secrétariat, le Bureau peut soumettre aux réunions des Parties contractantes des propositions de caractère directif concernant ces relations.

ARTICLE XII

Le Bureau décide, lors de ses réunions ou par correspondance avec le Secrétariat, de l'intervention du Plan d'action pour la Méditerranée en cas de situation critique, et il prend des mesures d'urgence dans les limites des fonctions et ressources financières du Plan d'action pour la Méditerranée pour faire face aux événements appelant une action immédiate.

ARTICLE XIII

Les minutes de la réunion du Bureau sont soumises dès que possible, dans un délai de deux mois au plus tard, aux points focaux des Parties contractantes.

ARTICLE XIV

Le Bureau examine et donne son avis sur toutes questions que les réunions des Parties contractantes peuvent décider de lui soumettre par délégation.